FLASH INFO ISR*
MAI 2022 – NUMERO 58

PROMEPAR
ASSET MANAGEMENT

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*

ENVIRONNEMENT

Rapport du GIEC, ça n'avance pas très vite

Tradition malheureuse, il est l'heure de parler de nouveau du **rapport du GIEC nous alarmant sur l'urgence climatique**. Comme à chaque fois, nous sommes invités à **accélérer quant à nos actions** ! Si le 1er volet de ce rapport publié à l'été dernier faisait un état des lieux et que le 2ème, de février 2022, soulignait les impacts du changement climatique, **ce 3ème revêt un caractère plus « positif » et met en exergue les solutions**. En bref, il faut en 3 ans accélérer nos politiques climatiques afin d'atteindre un pic des émissions de gaz à effet de serre en 2025 pour ensuite les diviser par deux en 2030. Pour y arriver, voici **les principales recommandations évoquées dans ce 3ème volet** :

- D'abord, les **solutions liées à l'agriculture, aux forêts et à l'utilisation des sols** seraient les plus efficaces en prenant en compte l'impact mais également le coût.
- Les **énergies renouvelables.**
- La **décarbonation** de l'industrie.
- **Capture et stockage de CO_2** (CSC), voire **élimination** (CDR) mêmes si ces dernières sont encore technologiquement couteuses et donc moins mises en avant.
- Et, pour la première fois, le GIEC évoque le fait de **maitriser, voire diminuer la demande et la consommation**.

Agir a un coût ? Oui mais nous n'avons pas toujours le choix. Toutefois, de nombreux rapports soulignent également que **ces coûts d'investissement sont des opportunités** qui, d'ici la fin du siècle, engendreraient plus de bénéfices.

Sans changement majeur, nous pourrions être à un réchauffement de +3,2°C (par rapport à l'ère préindustrielle, i.e. 1880) d'ici 2100 contre un objectif de +1,5°C ; urgence vous avez dit ? Nous n'y sommes pas encore, mais c'est possible. **3 ans, c'est court, mais la fenêtre de tir se rétrécit, il faut y aller**.

Sources : ReclaimFinance

Hydrogène, encore et encore

Il ne passe plus une semaine sans que l'on entende parler d'un **nouveau projet ou d'un nouveau partenariat dans l'hydrogène, sujet de tout intérêt**. Malgré les **incertitudes** que suscitent le coût, la technologie, la fabrication, voire récemment de **potentiels effets pollueurs** lors des fuites (à suivre de près !), l'hydrogène offre également de belles **perspectives et des utilisations multiples** dans pléthores d'industries. Pêle-mêle, en voici quelques-uns : la plateforme **HYPE** a commandé ses premières stations de ravitaillement hydrogène au groupe français **HRS** tandis que le Français **MCPHY** lui fournira des électrolyseurs ; **LHYFE**, un producteur et distributeur d'hydrogène vert, lance son Introduction en Bourse ; **SHELL et UNIPER** ont signé un accord de coopération pour développer un projet de production d'hydrogène bleu ; **EDF** a annoncé le lancement d'un nouveau plan industriel dédié à l'hydrogène 100% bas carbone ; **GTT et ELOGEN** s'associent également pour l'hydrogène vert dans la sidérurgie ; pour finir, citons **ALSTOM** qui n'est pas à son premier projet et partenariat, cette fois-ci avec **ENGIE** afin de mettre en œuvre une « solution hydrogène à partir d'un système de piles à combustible de forte puissance pouvant alimenter des locomotives électriques ».

Sources : Promepar AM

INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Net Zero Asset Managers Initiative, où en sommes-nous ?

Deux nouvelles concernant cette initiative qui a pour but de pousser les gestionnaires d'actifs à atteindre la neutralité carbone au sein de leurs portefeuilles d'ici 2050 : une bonne et une mauvaise. Commençons par la première : **Degroof Petercam AM**, un grand gestionnaire belge présent à l'international, vient de rejoindre l'initiative. Pour rappel, il n'est en général pas demandé un désinvestissement total des hydrocarbures (car oui nous en avons encore besoin), mais tout du moins, la mise en place d'une **politique d'exclusion et d'engagement** (suivie d'actions c'est encore mieux) pour lutter contre **l'expansion fossile**. C'est ce dernier terme qui est à retenir et sur lequel les gestionnaires doivent rapidement s'activer. Maintenant, l'autre nouvelles, la mauvaise : une étude de **Reclaim Finance** qui a passé au crible 30 grands gestionnaires d'actifs dont 25 membres de l'initiative afin d'examiner leurs engagements climatiques. En bref, les 30 détiendraient **82 milliards de dollars dans des entreprises développant de nouveaux projets de charbon** ; et même **468 milliards de dollars dans 12 grandes entreprises pétrolières et gazières développant des nouveaux projets.** Sans être chauvin car la lutte contre le changement climatique est une lutte dépassant les frontières, nous pouvons tout de même noter que les **4 premières positions de l'évaluation** de ReclaimFinance sont occupées par des **Français** : Ostrum, Axa IM, Amundi et BNP Paribas AM.

Sources : ReclaimFinance

Fonds ESG, parlons un peu (encore ?) de performances

Une fois n'est pas coutume, nous allons rappeler dès le début (et non à la fin) que les **performances passées ne présagent pas des performances futures** ; et nous ne le savons que trop bien avec toutes les vicissitudes qui se sont enchainées ces derniers temps. Mais maintenant que ceci est dit, nous souhaitions tout de même partager avec vous **deux points de la 4ème étude annuelle de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)** publiée début avril qui met en avant le fait que les **fonds avec une stratégie ESG ont surperformé les fonds non ESG sur 2020**, mais aussi que les **frais de gestion étaient plus faibles**. Bien entendu, en tant que spécialistes des marchés, nous avions déjà plus ou moins observé le premier qui s'explique par exemple par le positionnement des fonds ESG sur des secteurs qui ont mieux résisté à la crise Covid-19 comme la technologie et la santé ; mais le second n'a été que rarement observé. Et parmi les fonds à stratégie ESG, ceux ayant un objectif d'impact semblent se distinguer vers le haut également. A bon entendeur.

Sources : ESMA

Taxonomie verte

Des avancées pour un terme un peu barbare mais qui devient de plus en plus notre quotidien, en tant que gestionnaire d'investissements. Le 30 mars, la **Plateforme sur la Finance durable (PSF)**, organe consultatif de la Commission européenne, a publié **deux rapports finaux sur l'extension de la Taxonomie environnementale (système européen de classification des activités durables).** Les principales informations à retenir sont :

- Pour aller au-delà du système « activités vertes/pas vertes », il est proposé un **système de « feux tricolores »** avec en rouge les activités ayant un impact négatif sur l'environnement, le orange pour des impacts intermédiaires, et le vert pour les contributions positives substantielles.
- Pour rappel, les objectifs 1 et 2 de la Taxonomie verte concernant le climat (atténuation au changement climatique et adaptation au changement climatique) ont déjà fait l'objet d'un acte délégué il y a presque de cela un an. Cette fois-ci, le groupe consultatif a proposé des critères pour plusieurs dizaines d'activités concernées par les **objectifs 3 à 6 :** transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets ; prévention et réduction de la pollution ; l'utilisation durable des ressources en eau et marines ; prévention et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Les actes délégués de la Commission européenne pour application sont attendus pour **l'automne 2022.**

Sources : Platform on Sustainable Finance

GOUVERNANCE

Assemblées générales, c'est toujours chaud !

Nous vous avons fait part de plusieurs sujets brulants lors du dernier Flash Info ISR, en voici un autre, tout aussi passionnant. Le groupe de réassurance **SCOR est visé par un de ses actionnaires, le fonds CIAM**. Et non, nous ne sommes ni en 2019, ni 2020, ni 2021 mais bien en 2022. Mais il semblerait que chaque année, rebelote pour cette croisade. Une différence majeure cette année (et aux 19 années précédentes), **Denis Kessler n'est plus Président Directeur Général du groupe SCOR, mais seulement Président.** Il a en effet laissé la direction à Laurent Rousseau l'été dernier. Mais la pilule ne passe toujours pas pour le fonds CIAM qui considère qu'il ne s'agirait que d'une **passation « trompeuse et purement cosmétique ».** Pour appuyer ses accusations, le fonds met en exergue plusieurs points problématiques dans la volonté du groupe de changer ses statuts dont les principaux sont : le **passage de l'âge limite pour être Président à 72 ans** qui permettrait à M. Kessler de rester plus longtemps, la **fin du rôle d'administrateur référent** qui est censé contrebalancer le poids d'un Président non indépendant, un Président qui peut non seulement **assister à tous les comités du Conseil** (qui sont censés être indépendants), mais qui peut également ajouter à l'ordre du jour les sujets qu'il considère comme important, …

Tout cela fait beaucoup pour le fonds CIAM qui dénonce une **mainmise du pouvoir** qui serait contraire aux principes de bonne gouvernance et demande donc au Conseil de « mettre en œuvre les mesures nécessaires » et de prendre « enfin ses responsabilités, dans l'intérêt de la société et des parties prenantes ».

Sources : CIAM, Promepar AM

SOCIAL

Amazon, toujours des histoires…

Décidément, il est très compliqué de ne pas entendre parler du **groupe américain Amazon** dont les services inondent nos quotidiens. Cette fois-ci, il s'agit de **la création du premier syndicat interne aux Etats-Unis.** La bataille, ou plutôt les batailles au sein de plusieurs entrepôts, pleines de péripéties et qui nous ont tenu en haleine des mois durant, ont connu **un premier dénouement** après le vote des employés d'un entrepôt de New-York le 1er avril avec **un résultat en faveur du oui**. Ce n'était pourtant pas gagné puisque le groupe aurait tout fait pour convaincre chacun de ne pas voter favorablement ; et apparemment, celui-ci ne s'avoue pas vaincu puisque quelques jours après, **le groupe a contesté le vote**. Selon lui, des militants du syndicat Amazon Labor Union auraient intimidé les salariés pour leur vote. Ironique puisqu'Amazon est accusé par d'autres pour ses intimidations dans plusieurs entrepôts depuis des mois. Autre situation burlesque, le vote au sein d'un autre entrepôt, cette fois-ci en Alabama, a été déclaré comme terminé avec 993 bulletins pour le non et 875 le oui. **Le problème ? Il reste 416 bulletins qualifiés de « disputés » qui n'ont pas été ouverts et donc pris en compte**… L'Océan Atlantique ne nous a jamais paru aussi grand lorsque l'on observe ces différences de pratiques d'un continent à un autre.

Sources : RSE Magazine, autres

Grèves et revendications salariales

Est-ce que nous avons davantage lu ou est-ce que la presse a davantage écrit sur le sujet ? Ou est-ce que tout simplement **les grèves se sont accrues ces derniers temps ?** Compagnies aériennes (**Ryanair, Vueling, Volotea, Wizz Air**) en Europe, **Capgemini** en France, **GlaxoSmithKline** au Royaume-Uni, ou encore **Amazon** aux Etats-Unis, plusieurs mouvements se sont déclarés, la liste n'est pas exhaustive. Coïncidence ? Pas vraiment puisque ces derniers ont tous pour but la **revalorisation salariale**. Comme souvent nous diriez-vous ? Oui, mais le mouvement semble en effet se faire plus important cette année car les augmentations sont à mettre en relatif avec les résultats, pour beaucoup de groupes, très impressionnants à la hausse pour l'année 2021. Ainsi, de fait, les salariés demandent une meilleure redistribution et récompense pour le devoir accompli même si de nombreux groupes, dont certains de ceux visés, ont déjà proposé des augmentations. L'inflation galopante du moment n'aide évidemment pas à calmer les revendications.

Sources : Les Echos, Promepar AM

CONTACT

- **Jean-Philippe NGO**

Equipe développement ISR – Gérant de portefeuilles
Jean-philippe.ngo@bred.fr

PROMEPAR Asset Management est signataire

BRED Banque Populaire – Société anonyme coopérative de Banque Populaire régie par les articles L 512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit, au capital de 1 176 070 192,80 euros – Siège social : 18, quai de la Rappé – 75604 Paris Cedex 12 – 552 091 795 RCS Paris – Ident. TVA FR 09 552 091 795 – Intermédiaire en assurances immatriculé à l'IROAS sous le n°07 003 608.